

Contrôle du peuple sur le Président de la République après son élection sur un programme commun

Un « front républicain de gauche » pour les futures élections présidentielles ? Pourquoi pas ? Ce serait peut-être le moyen d'éviter l'élection d'un F. Hollande, d'un LR ou d'un FN... L'élaboration d'un programme grâce à des réunions publiques, l'usage des réseaux sociaux et des courriels, de référendum populaires (comme celui de la défense du service public de la poste en) pourrait faire renaître la motivation des couches populaires, en les faisant participer à la construction d'un projet politique, en leur permettant de proposer des réformes vers une nouvelle constitution. Le peuple ferait ses constats et ses propositions. Ce serait un bon moyen de connaître et de tenir compte enfin de ses aspirations.

Mais nous avons eu l'expérience de l'Union de la gauche. Son programme démantelé au bout de deux ans de gouvernement.

Quelles mesures de contrôle pourrions-nous mettre en place avant les élections afin que le gouvernement respecte les engagements, basés sur le programme élaboré démocratiquement, du candidat commun ? Faudrait-il exiger de ce nouveau gouvernement qu'il mette en place dès le premier mois, une loi et ses décrets d'application immédiats sur la révocabilité des élus, y compris du Président de la République, et des Ministres ? Comment pourrions-nous garantir cette mesure. Quels moyens de pressions pourrions-nous mettre en œuvre ?